GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX :

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
au coin du quai de l'Horloge, à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

ABONNEMENT:

Trois Mois, 18 Francs.
Six Mois, 36 Francs.
L'année, 72 Francs.

Sommaire.

ACTES OFFICIELS.
JUSTICE CIVILE. — Cour d'appel de Paris (3^e ch.) : Arbitres forcés; nullité de brevet; compétence. — Cour d'appel de Lyon (2^e ch.) : Commis intéressé; commerce; dommages-intérêts; clause pénale.
JUSTICE CRIMINELLE. — Cour de cassation (chambre crim.) : Bulletin. — Cour d'assises du Tarn : Empoisonnement. — Cour d'assises de la Charente-Inférieure : Tentative d'assassinat.
CANONIQUE.

ACTES OFFICIELS.

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Egalité, Fraternité.

AU NOM DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

Le ministre des finances, considérant qu'il importe au bien-être de la République que tous les travaux reprennent leur cours, et que le commerce rentre le plus promptement possible dans ses voies normales d'activité;

Considérant que le meilleur moyen d'atteindre ce double but est de rétablir la prompte circulation du numéraire;

Considérant que les nouvelles parvenues de tous les points de la République établissent que la perception des impôts s'opère régulièrement, et que de toutes parts la manifestation d'un véritable patriotisme fait espérer des rentrées continues et fructueuses;

Considérant que le Trésor a dès à présent à sa disposition le numéraire nécessaire à l'acquittement du semestre des rentes 5 p. 0/0, 4 1/2 p. 0/0, et 4 p. 0/0;

Considérant que l'anticipation du semestre, favorable à tant d'intérêts, n'occasionne aucune perte au Trésor; considérant que les dépenses de tous les services sont couvertes par les recettes, dont la réalisation est assurée par le retour à l'ordre et par la sécurité de tous;

Arrête ce qui suit :

Le paiement du semestre des rentes 5 p. 0/0, 4 1/2 p. 0/0, et 4 p. 0/0, échéant le 22 mars courant, s'effectuera à Paris et dans les départements, aux caisses ordinaires, savoir : à Paris, à dater du 6 mars courant. Dans les départements, à dater du 15 mars. Paris, le 4 mars 1848.

M. GOUDCHAUX.

Le Gouvernement provisoire à ses concitoyens.

La République, en même temps qu'elle garantit les droits de tous, est appelée à servir tous les intérêts; le premier sentiment du Gouvernement provisoire a été de soulager les souffrances si vives des citoyens que la bataille avait amenés dans les rues.

Des secours sont accordés aux blessés; les travaux publics ont repris leur cours dans toutes les administrations; des ateliers nationaux fournissent aujourd'hui du travail à plus de dix mille ouvriers. Pendant que nous nous efforçons de rendre le présent moins pénible, la Commission permanente du Gouvernement recherche les moyens de résoudre pour l'avenir les plus grands problèmes de l'industrie.

Grâce à ces premières mesures, la paix des rues s'est rétablie; mais la secousse d'une commotion aussi forte laisse encore un certain ébranlement dans les esprits comme dans les intérêts.

Le petit commerce, qui n'a qu'un accès difficile à la Banque, a besoin qu'on étende jusqu'à lui le bienfait du crédit; le Gouvernement provisoire s'occupe de créer très prochainement pour lui un comptoir d'escompte.

La presse, cet instrument si puissant de civilisation, de liberté, et dont la voix doit rallier à la République tous les citoyens, la presse ne pouvait rester en dehors de la sollicitude du Gouvernement provisoire: résoudre comme il l'est à maintenir tous les impôts pour acquitter les engagements et assurer le service de l'Etat, il ne pouvait considérer comme un simple revenu fiscal une taxe essentielle de politique. Le timbre des écrits périodiques ne saurait être continué à un moment où la prochaine convocation des assemblées électORALES exige l'expression libre de toutes les opinions, de tous les sentiments, de toutes les idées. La pleine liberté de discussion est un élément indispensable de toute élection sincère.

Le Gouvernement provisoire, embrassant dans leur ensemble les intérêts les plus pressants, a décrété les mesures suivantes :

Art. 1^{er}. Le ministre des finances est autorisé, par les considérations exposées dans son arrêté, à payer d'avance, et à dater du 6 mars, à Paris, du 15 mars, dans les départements, le semestre des rentes qui échoit seulement le 22.

Art. 2. Un comptoir d'escompte sera établi sous le titre de Dotation du petit commerce.

Art. 3. L'impôt du timbre sur les écrits périodiques est supprimé.

Concitoyens, le Gouvernement provisoire s'adresse à tous les contribuables avec une pleine confiance dans leur patriotisme. Les difficultés passagères de la situation ne lui inspirent aucune crainte; la France intelligente, la France unie est la plus riche et la plus forte des nations. La République, pour accomplir de grandes choses, n'aura pas besoin de l'argent qu'absorbait la monarchie pour en faire de misérables. Mais son action est l'action de tous; il faut que chacun serve la patrie dans la mesure de ses moyens; nous demandons aujourd'hui aux contribuables de payer d'avance l'impôt de l'année pour mettre le Gouvernement provisoire à même de secourir toutes les souffrances, de rendre l'activité à toutes les transactions, et de répandre les bienfaits du crédit à tous ceux dont le travail augmente les richesses.

Concitoyens, vous pouvez compter sur le dévouement inflexible du Gouvernement provisoire; laissez-lui l'orgueil de croire qu'il peut aussi compter sur vous.

Les membres du Gouvernement provisoire.

NOMINATIONS JUDICIAIRES.

Le Gouvernement provisoire de la République arrête : Sont nommés : Procureur-général près la Cour d'appel d'Amiens, M. Huré, avocat, en remplacement de M. Jallon, appelé à d'autres fonctions; Premier avocat-général près la Cour d'appel de Limoges, M. Millevoje, substitut du procureur-général, en remplacement de M. Aubusson-Soubrebot; Juge au Tribunal de première instance de Bayeux, M. Villard, juge suppléant au Tribunal de première instance de Rambouillet, en remplacement de M. Sainte-Beuve. Fait en séance du Gouvernement, le 3 mars 1848. Les membres du Gouvernement provisoire.

Voici les adhésions nouvelles reçues par le ministre de la guerre :

Général de division : La Tour Maubourg, d'Arbouville, de Vedel, Laborde, Saint-Joseph, Wathier.

Général de brigade : Potier, Duvergier, Dukermont, Ocher, Nacquart, Caminade, Meune, Berthemy, Le Charrier, Wimpfen, Shée, de Beaulieu, d'Outremont, Lalande, Paillot, Saint-Geniès, Husson, Chalendart, Juchereau Saint-Denis, Tugnot.

Intendants militaires : Roch, Lair, Bénard.

Les funérailles des citoyens morts dans les mémorables journées des 22, 23 et 24 février ont eu lieu aujourd'hui. Dès onze heures du matin, des flots de citoyens, des députations de tous les états, de la presse, des écoles; tous les grands corps constitués de la magistrature, des sciences, des arts, des lettres, des milliers de gardes nationaux, des nouveaux bataillons mobiles, les légions anciennes, dont les rangs se trouvent grossis de tous les citoyens sans uniforme qui se sont empressés de se faire inscrire; toutes ces masses inondaient les boulevards, la place de la Madeleine, la rue Royale et la place de la Révolution.

A midi le Gouvernement provisoire arrivait de l'Hôtel-de-Ville, suivi d'un immense cortège.

Le service funèbre a commencé alors, dans l'église de la Madeleine, toute tendue de noir à l'intérieur et en partie à l'extérieur. Sur la tenture de la façade principale on lisait : Aux citoyens morts pour la Liberté. L'église était éclairée à l'intérieur par quinze lampadaires funèbres; entre le chœur et la nef était dressé un immense sarcophage en style égyptien, auquel on arrivait par une rampe de huit degrés, et dans lequel étaient placés quinze cercueils renfermant les dépouilles mortelles de quinze victimes. Sur les côtés du sarcophage on lisait : Morts pour la Patrie.

Les corps des autres victimes ont été placés la nuit dernière dans les caveaux de la colonne de Juillet.

A midi un quart, les membres du Gouvernement provisoire, les ministres, suivis des membres des municipalités, sont entrés et ont pris place au banc d'œuvre. Les députations diverses et les familles des victimes ont occupé immédiatement après les autres places, et le service divin a commencé.

Les degrés de la façade principale du temple, à droite, étaient occupés par les chœurs, hommes et femmes, des théâtres de l'Opéra, des Italiens, de l'Opéra-Comique, et le péristyle par l'orchestre instrumental de l'Opéra, sous la direction de M. Girard. Les choristes étaient dirigés par M. Laty.

L'entrée du Gouvernement provisoire, les chœurs ont entonné et chanté la Marseillaise; l'orchestre a exécuté ensuite une marche funèbre de Chérubini, puis, concurremment avec les choristes, le chœur du serment de Guillaume Tell, un morceau de la Création, d'Haydn, et la prière de Moïse.

L'exécution de ces divers morceaux a eu lieu en présence d'une foule immense, qui avait envahi entièrement la place de la Madeleine et la rue Royale, jusqu'à la place de la Révolution, toutes les fenêtres étaient garnies de curieux; on en remarquait même jusque sur les toits et les cheminées.

La ligne des boulevards, depuis la Madeleine jusqu'à la Bastille, était occupée par une foule non moins compacte; les contre-allées étaient bordées de chaque côté, sur la chaussée, par un cordon tricolore continu, coupé d'intervalle à intervalle par des écussons sur lesquels on lisait : Respect aux mânes des victimes des 22, 23 et 24 février.

La chaussée était occupée par une haie mobile composée de détachements de la garde nationale et de la troupe de ligne.

Après la cérémonie religieuse, qui s'est terminée à une heure un quart, le cortège s'est mis en marche et s'est dirigé vers la colonne de Juillet, en suivant la ligne des boulevards, dans l'ordre suivant :

En tête, un escadron de la garde nationale à cheval, suivi d'un escadron de dragons, d'un escadron de cuirassiers et d'une compagnie d'artillerie; venaient ensuite, précédés des maîtres des cérémonies des pompes funèbres, les corps de musique des six premières légions de la garde nationale, tambours en tête; puis une compagnie des 1^{er} et 2^e bataillons de chaque légion, entre lesquelles se trouvait une compagnie d'infanterie de l'armée.

Immédiatement après, les corps des victimes placés dans six corbillards, précédés des ordonnateurs et du clergé de la Madeleine, suivis par les membres du Gouvernement provisoire et les ministres au milieu des faisceaux de la République. Derrière eux les familles des victimes, hommes, femmes et enfants, suivies par la municipalité centrale à la tête des municipalités d'arrondissement, des députations d'ouvriers de tous les corps d'état, de la presse, des Ecoles, de la magistrature, des Facultés en costume, précédées de leurs massiers, de l'état-major de la 1^{re} division militaire et de la place.

Après diverses députations, on remarquait sur un char magnifique, traîné par huit chevaux, richement caparçonés, le symbole de la République au milieu de faisceaux de drapeaux tricolores.

Deux escadrons de cavalerie de la garde nationale et de l'armée fermaient la marche.

Ce n'est que vers quatre heures que le cortège est arrivé

à la colonne de Juillet.

Il a été reçu par M. Dupont de l'Eure et par le général Subervie, ministre de la guerre.

Après quelques paroles vivement senties de M. Dupont de l'Eure, M. Crémieux a pris la parole et a dit :

« Citoyens !

« Voilà le soleil de la République; il vient dans toute sa majesté répandre les flammes d'en haut sur ces grandes et glorieuses funérailles ! (Bravos !)

« Courbons-nous en deuil devant les cercueils de ces braves citoyens, morts héroïquement pour la liberté; nous leur devons une reconnaissance impérissable, et ils devront vivre à jamais dans les souvenirs de la postérité; car ils ont succombé pour la cause de cette République, objet de nos vœux les plus vifs et de nos espérances les plus ardues, pour cette République que nous proclamions naguère au nom du peuple souverain. (Acclamations.)

« Le peuple ! nous l'avons connu deux fois depuis cinquante ans, ou plutôt nous croyions le connaître; mais nous ne savions pas encore tout ce qu'il y avait en lui de courage, de patriotisme et de générosité; il ne lui a fallu que trois jours pour nous le faire savoir, abrité sous un noble drapeau; car le peuple a le sien aussi. Le drapeau du soldat est celui de la gloire; le peuple a pour drapeau une idée, la liberté ! (Bravo ! bravo !) C'est pour conquérir cette liberté précieuse que sont morts les braves que pleure la patrie. Que la reconnaissance publique s'écrie avec moi : Honneur aux héros morts pour la liberté ! (Immense acclamation.)

« En 1789, à cette place, on prenait la Bastille; en 1830, on nous donnait la colonne de la Liberté; aujourd'hui, nous avons fondé la République ! Voilà la gradation. Ce sera la dernière révolution ! espérons-le, et nos neveux conserveront un culte pieux aux citoyens qui ont assuré à la France un gouvernement républicain.

« Citoyens, pour répondre aux sentiments qui vous animent, que d'éloquence ne faudrait-il pas ! Eh bien ! ce que je ne peux pas dire, que vos acclamations le disent pour moi. (Explosion de bravos.)

« Chez les peuples anciens on a signalé quelques hommes pour leur courage et leur patriotisme. En France, à Paris, c'est le peuple entier qui le faut admirer, le peuple qui aime la patrie d'un amour si ardent, et qui, le lendemain, reprend ses travaux comme pour nous dire : J'ai fondé la liberté : à vous de la conserver. (Très bien ! très bien !)

« Aussi, citoyens, faut-il que la révolution garde un culte sacré aux hommes à qui nous devons la République, et que, à chaque anniversaire, ceux qui gouverneront le pays viennent au pied de cette glorieuse colonne s'écrier : Honneur aux fondateurs et aux martyrs de la République ! (Bravo ! bravo ! Vive la République !)

Après quelques paroles de M. Garnier-Pagès, qui a promis à la France un gouvernement moral, et un chaste discours d'un combattant de février, M. Dupont de l'Eure a dit avec émotion : « Honneur à tout jamais aux glorieuses victimes de la révolution de février ! Vive la République ! »

Ce cri est répété par les acclamations de la foule.

Cette imposante solennité, favorisée par un temps magnifique, avait attiré sur les boulevards le plus immense concours de population que nous ayons jamais vu. L'ordre n'a pas été troublé un moment, et tous les rangs de la population, ceux de la garde nationale, de l'armée et des nombreuses députations qui suivaient le cortège, semblaient confondus dans un sentiment unanime de confiance et de sympathie. Les membres du Gouvernement provisoire ont été sur leur passage accueillis par de vives acclamations et par les cris de vive la République.

La dépêche télégraphique annonçant que Louis-Philippe, après être resté quelques jours caché dans les environs de Trouville, s'est embarqué au Havre pour l'Angleterre dans la nuit du 2 au 3, se trouve confirmée par les derniers avis de Londres; l'amirauté a été prévenue du débarquement de l'ex-roi et de l'ex-reine Amélie sur les côtes d'Angleterre.

Ce débarquement a eu lieu à Newhaven. Les deux fugitifs avaient, à ce qu'il paraît, erré de ferme en ferme dans les environs de Tréport, et ils étaient tellement harassés, que plusieurs fois ils ont été sur le point de se livrer.

C'est jeudi qu'ils s'embarquèrent sur un bateau pêcheur français, près de Tréport, afin d'essayer de traverser le chenal.

En mer, ils furent rencontrés par le vapeur l'Express, qui fait le service entre le Havre et Southampton, et qui, après les avoir reçus à son bord, se dirigea immédiatement sur Newhaven. Il arriva en vue du port à sept heures du matin, le vendredi (le 3); mais le temps et la marée ne lui permirent pas d'aborder avant midi.

A l'embarcadere, l'ex-roi et l'ex-reine trouvèrent bon nombre de curieux qui leur firent bon accueil. Ils se rendirent à l'hôtel du Pont Bridge-hôtel, et le premier soin de Louis-Philippe fut d'écrire à la reine Victoria pour lui instruire de son arrivée.

Louis-Philippe portait une blouse et un paletot bleu que lui avait prêtés le capitaine de l'Express; il n'avait pas de bagages, pas même de quoi changer de linge.

Un des directeurs du chemin de fer de Londres à Brighton est parti de ce dernier port pour Newhaven avec un convoi spécial destiné à conduire l'ex-roi à Londres.

Ce n'est point la duchesse d'Orléans et ses fils qui ont débarqué à Jersey, mais bien la duchesse de Nemours et ses enfants, plus le duc de Montpensier, qui a pris le nom du général Lefèvre.

Ces personnages doivent, après s'être reposés à Jersey, être partis aujourd'hui même (le 4) pour Portsmouth ou Southampton, d'où ils se rendront à Londres.

La duchesse d'Orléans paraît s'être définitivement dirigée sur le Mecklembourg, en passant par la Hollande.

Le duc de Nemours et la duchesse de Montpensier, après être restés à la légation belge jusqu'à cinq heures du soir le 2 mars, en sont partis pour aller habiter provisoirement East Sheen, maison de campagne qui appartient à M. Bates, beau-père de M. Vande Weyer.

M. Duchâtel a débarqué fort tranquillement à Brighton, et M. Guizot, descendu à Douvres à l'hôtel du *Vaisseau*,

en est parti pour Londres le 3, à quatre heures de l'après-midi.

Toute l'ex-famille royale et la plupart des personnages qu'elle a compromis, ou qui se sont attachés à sa fortune, se trouveront donc incessamment réunis en Angleterre, sauf la duchesse d'Orléans et ses fils.

Louis-Philippe est arrivé hier vendredi à quatre heures à Londres.

JUSTICE CIVILE

COUR D'APPEL DE PARIS (3^e ch.)

Présidence de M. Moreau.

Audiences des 28 janvier et 4 février.

ARBITRES FORCÉS. — NULLITÉ DE BREVET. — COMPÉTENCE.

1^o Des arbitres forcés sont comptés pour statuer sur la nullité ou la déchéance d'un brevet d'invention ou d'addition, entre associés, lorsque cette nullité ou cette déchéance ne sont pas fondées sur l'une des causes énoncées dans l'article 30 de la loi du 5 juillet 1844, et qu'elles n'ont pas pour effet de faire tomber l'invention brevetée dans le domaine public.

2^o Il ne peut être demandé par l'intimé des dommages-intérêts pour préjudice causé depuis l'appel, lorsque l'appel, sur sa demande, est déclaré non-recevable.

Ainsi jugé par l'arrêt suivant, qui fait connaître suffisamment les faits et les circonstances de la cause :

« La Cour,

« Considérant que les arbitres n'ont pas été appelés à statuer sur une demande en nullité ou déchéance de brevet d'invention ou d'addition, fondée sur l'une des causes énumérées dans l'article 30 de la loi du 5 juillet 1844, et dont l'effet devait être de faire tomber l'invention brevetée dans le domaine public;

« Qu'il s'agissait uniquement de savoir à qui, des deux associés, devait, aux termes de l'acte de société, appartenir l'invention du distributeur-formeur (il s'agissait de métiers à confectionner les tissus), breveté par un brevet d'addition au profit de Fouquet, et par un brevet d'invention au profit de Berthelot, de reconnaître si, en présence de la disposition de l'acte social portant que toute invention créée au cours de la société serait la propriété commune des deux associés, Fouquet avait pu s'attribuer exclusivement la propriété du distributeur-formeur, en prenant un simple brevet d'addition à un brevet d'invention, qu'il s'était antérieurement réservé, et si cette contrevention devait donner lieu à l'application de la clause pénale, insérée dans l'acte de société; que la nullité du brevet d'addition, prononcée vis-à-vis de Fouquet seulement, n'a en pour objet que d'investir Berthelot de la propriété de l'invention en exécution de la clause pénale; que la contestation était donc purement sociale et de la compétence du Tribunal arbitral; considérant que les arbitres ont été appelés à statuer en dernier ressort; déclare Fouquet non-recevable dans son appel;

« En ce qui touche les conclusions additionnelles de Berthelot :

« Considérant que l'appel de Fouquet étant déclaré non-recevable, la Cour n'est pas valablement saisie de la demande en dommages-intérêts résultant du préjudice causé par l'appel, déclare Berthelot non-recevable dans lesdites conclusions.»

(Plaidants : M^{rs} Horson pour le sieur Fouquet, appellant; M^{rs} Lacan pour le sieur Berthelot, int. — Conclusions contraires, sur la première question, de M. Anspach, substitut du procureur-général.)

Nous ne dirons rien sur la première question : la fin de non-recevoir était fondée sur la loi du 5 juillet 1844, qui attribue exclusivement aux Tribunaux de première instance la connaissance des nullités ou déchéances des brevets d'invention, puisqu'elle exige la communication au ministère public; mais il nous semble que cette attribution n'a été faite que dans un but d'intérêt général, et lorsque la nullité ou la déchéance doit avoir pour résultat de faire tomber l'invention dans le domaine public; que si, au contraire, cette nullité ou la déchéance n'a d'autre portée, comme dans l'espèce jugée, que de décider auquel des deux associés appartiendra une invention pour laquelle tous deux ont été brevetés, l'un d'un brevet d'addition, l'autre d'un brevet d'invention, cette question est essentiellement commerciale et de la compétence des arbitres : car il ne peut résulter de la décision à intervenir qu'une nullité relative et une nullité absolue, dont le résultat serait de faire profiter le domaine public de l'invention.

La seconde question était à notre avis plus délicate. Pourquoi, lorsque la Cour déclare un appel non-recevable, ne serait-elle pas aussi valablement saisie d'une demande en dommages-intérêts formée devant elle pour réparation d'un préjudice souffert depuis l'appel? Est-ce que l'article 464 du Code de procédure, qui autorise cette demande, fait une distinction entre le cas où la Cour statue au fond et celui où elle écarte l'appel par une fin de non-recevoir? Cet article ne fait aucune distinction et il semble résulter de la généralité de ses termes comme de son esprit, qu'il suffit qu'il y ait appel pour autoriser les demandes accessoires qu'il autorise : les intérêts, arrérages, loyers, pour éviter les frais et les lenteurs d'une nouvelle instance; les dommages-intérêts, pour réparation du préjudice causé par l'appel.

Serait-ce parce que l'appel déclaré non-recevable est censé n'avoir jamais existé, et que la Cour est censée n'avoir jamais été saisie? Mais l'appel a si bien existé et la Cour a été si bien saisie qu'elle a statué et qu'elle a dû statuer pour faire tomber l'appel.

Serait-ce enfin parce que la Cour, ne jugeant pas au fond, ne peut allouer des dommages qui ne seraient dus qu'en cas de confirmation? On conçoit, à la vérité, qu'au cas d'infirmité il n'y aurait pas lieu d'accorder des dommages-intérêts à un intimé qui perdrait son procès; mais l'intimé qui fait déclarer l'appel non-recevable gagne tout aussi bien sa cause que celui qui fait confirmer le jugement, et il a eu tout autant de tort d'interjeter un appel qui était non-recevable qu'un appel mal fondé, et le préjudice souffert depuis l'appel par l'intimé n'est pas moins réel dans les deux cas.

Nous pensons donc que la Cour, tout en déclarant l'appel non-recevable, aurait dû apprécier la demande en dommages-intérêts de l'intimé.

COUR D'APPEL DE LYON (2^e ch.).

Présidence de M. Sauzey, conseiller.

Audience du 8 janvier.

COMMIS INTÉRESSÉ. — COMMERCÉ. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — CLAUSE PÉNALE.

Un commis intéressé peut empêcher son patron de cesser le commerce, à moins de lui payer des dommages-intérêts.

L'espèce de contrat qui intervient dans l'espèce n'admet pas la substitution d'une personne à une autre.

L'obligation avec clause pénale qui a reçu un commencement d'exécution tombe sous l'appréciation du juge pour l'évaluation des dommages-intérêts. (Code civil, 1132; résolu par le jugement seulement.)

Le 29 novembre 1843, suivant conventions verbales, M. Véré s'adjoignait le sieur Sanglard, en qualité de contre-maître intéressé dans son commerce de cylindrage, pour le terme de six années, devant commencer le 1^{er} janvier 1844. Pour le prix de son travail, Sanglard avait droit à un cinquième des bénéfices, sur lesquels ne pouvaient être prélevés que les frais de journées des personnes employées au cylindrage et ceux de l'achat des apprêts, bouillons à chauffer, charbon et colle, et tous les autres frais d'entretien du cylindre, du loyer des appartements, etc., restaient à la charge personnelle de Véré; Sanglard devait être payé de plus, sur les deniers personnels de Véré et non sur les bénéfices, d'une somme de 100 francs par mois à titre d'appointements; pour le cas où Sanglard voudrait se séparer de Véré avant l'époque indiquée, il devait en prévenir Véré un an d'avance, et pour celui où, par circonstances imprévues et involontaires, Véré serait obligé de renvoyer Sanglard, il paierait à ce dernier la somme de 3,000 fr.

Cette convention reçut exécution pendant trois années, jusqu'au commencement de 1847, époque à laquelle Véré vendit ses cylindres et la suite de ses affaires au sieur Desvignes. Sanglard voyant dans ce fait une violation du traité du 29 novembre 1843, a, par exploit du 3 avril 1847, assigné Véré devant le Tribunal de commerce de Saint-Etienne, aux fins de l'y faire condamner à lui payer: 1^o la somme de 6,000 fr. à titre de dommages-intérêts, pour inexécution des conventions; 2^o celle de 100 fr. par solde de l'appointement; 3^o le cinquième des bénéfices qui ont été faits et dont le chiffre sera déterminé par arbitre.

Devant le Tribunal, Véré a déclaré être prêt à fournir à Sanglard, par l'entremise de Desvignes, son successeur, l'exécution pleine et entière de la convention du 29 novembre 1843, à payer le mois échu de l'appointement de Sanglard, et quant au règlement des bénéfices, il a demandé qu'il fût fait par un des membres du Tribunal de commerce, commis à cet effet.

Le 4 mai, le Tribunal de commerce de Saint-Etienne a rendu le jugement suivant:

« Attendu que, par conventions verbales du 23 novembre 1843, Sanglard est entré, en qualité de contre-maître, dans l'atelier de cylindrage du sieur Véré, aux appointements de 100 francs par mois et avec intérêts d'un cinquième sur les bénéfices, lesquelles conventions devaient prendre cours le 1^{er} janvier 1844 et finir à pareille époque de l'année 1850; »

« Attendu qu'aux termes des mêmes conventions, Véré s'est obligé à lui payer la somme de 3,000 fr. d'indemnité, dans le cas où, par circonstances imprévues et involontaires, il le renverrait; »

« Attendu que Véré a cédé à un sieur Desvignes son atelier de cylindrage, et qu'il lui a imposé la condition de conserver Sanglard au même titre et avec mêmes avantages; que Desvignes offre d'exécuter cette partie de sa convention avec Véré; que dans l'état il s'agit de décider si Sanglard doit se soumettre à ce nouvel arrangement; »

« Attendu que Sanglard a été décidé à traiter avec Véré par des considérations toutes personnelles à ce dernier, qu'il peut craindre de ne pas rencontrer chez Desvignes; que, d'autre part, la coopération personnelle d'un individu à une entreprise quelconque ne peut être transmise sans son consentement comme la propriété d'une chose; que dès-lors, Sanglard peut se refuser à continuer l'objet des conventions du 23 novembre 1843 avec Desvignes; qu'il est en droit de réclamer des dommages-intérêts pour l'inexécution de son traité avec Véré; »

« Attendu que si, aux termes de l'article 1132 du Code civil, le juge ne peut restreindre le montant de l'indemnité stipulée, ce n'est que lorsque la convention n'a reçu aucune exécution; »

« Attendu qu'il est reconnu par les parties que la convention a été exécutée depuis le 1^{er} janvier 1844 jusqu'au 4 mars dernier; que dès lors, aux termes de l'article 1231 du même code, le juge peut modérer la peine en égard à l'importance de ce qui a été exécuté; que vainement Sanglard soutient, pour obtenir la totalité de l'indemnité stipulée, qu'aux termes de la convention elle est due en entier, quelle que soit l'époque où elle a été enfreinte; que telle n'a pu être l'intention des parties, sinon on serait amené à dire que lors même que la convention aurait reçu son exécution pendant toute sa durée moins un jour, la clause pénale aurait toute sa force, ce qui n'est pas admissible; »

« En ce qui touche l'appointement réclamé par Sanglard: »

« Attendu que Véré a fait offre de le lui payer; qu'il ne peut y avoir de discussion à cet égard; »

« En ce qui touche le règlement du cinquième des bénéfices: »

« Attendu que le compte à faire pour cet objet ne présente pas une telle multitude de détails qu'il y ait nécessité de renvoyer devant un expert-arbitre pour le dresser, ce qui entraînerait les parties dans des frais coûteux et inutiles; »

« Par ces motifs, »

« Le Tribunal condamne le sieur Véré, pour, ensuite, être contraint par toutes les voies de droit, même par corps, à payer à Sanglard la somme de 4,500 francs, à titre de dommages-intérêts pour inexécution de sa part de la convention du 23 novembre 1843, et aux dépens de l'instance, liquidés à 20 fr. 70 c., outre les cotis et accessoires du présent jugement; donne acte à Véré de l'offre faite à Sanglard de lui payer 100 fr. pour un mois d'appointements, et sous le bénéfice de la réalisation de cette offre le renvoie d'instance sur ce chef; renvoie, pour le cinquième des bénéfices, les parties devant M. Barallon, juge suppléant près ce Tribunal, auquel elles soumettront leurs comptes respectifs. »

Le 4 juin 1847, le sieur Véré a frappé d'appel ce jugement.

Sanglard a, de son côté, interjeté appel incident en chef relatif à l'indemnité.

Le 18 août 1847, un premier arrêt fut rendu par défaut contre Véré; en voici la teneur:

« Sur l'appel incident, »

« Attendu que Véré ne s'est pas prévalu de la faculté que lui donnait la convention de renvoyer Sanglard avant le terme stipulé, et que dès lors ce n'est pas le cas d'appliquer la clause pénale stipulée, mais qu'en se substituant un tiers auquel Sanglard n'est pas obligé d'avoir confiance, il a autorisé ce dernier à demander lui-même la résolution de la convention avec réparation du tort qu'il peut en éprouver, tort soumis de plein droit à l'appréciation des Tribunaux; »

« Attendu qu'en fixant à 4,500 fr. la réparation à laquelle Sanglard a droit, le Tribunal de Saint-Etienne en a fait une sage évaluation; »

« Par ces motifs, »

« La Cour donne défaut faute de plaider contre Véré et M. Ardailon, son avoué, et, statuant tant sur l'appel principal que sur l'appel incident, rejette l'appel incident; »

« Ordonne, en conséquence, que le jugement dont est appel sortira son plein et entier effet; condamne l'appelant à l'amende et aux dépens de son appel principal, et l'intimé à l'amende et aux dépens de son appel incident. »

Sur l'opposition, des débats contradictoires se sont engagés, mais la Cour a maintenu les motifs et le dispositif

de son arrêt de défaut. (Conclusions de M. Gault, substitut de M. le procureur général; plaidants, M^{rs} Morellet et Humblot, avocats, assistés de M^{rs} Ardailon et Chapuis, avoués.)

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

Présidence de M. Laplagne-Barris.

Bulletin du 17 février

La Cour a rejeté les pourvois: 1^o Des frères Rauty, Jean aîné, et Jean 3^e du nom, contre un arrêt de la Cour d'assises du département de Tarn-et-Garonne, qui les condamne, pour vol qualifié, à la peine de cinq ans de réclusion; — 2^o De Claude Mathias, plaidant, M^{rs} Bossi, avocat, contre un arrêt de la Cour d'assises du Rhône qui le condamne à six ans de réclusion, pour faux en écriture de commerce; — 3^o D'Antoine Fallié (Nord), vingt ans de travaux forcés, vol qualifié; — 4^o D'Adrien Patey (Seine), cinq ans de réclusion, tentative de meurtre avec circonstances atténuantes; — 5^o De Noël-Joseph Goudry, dit Noël (Nord), travaux forcés à perpétuité, émission et tentative d'émission de fausse monnaie d'argent, ayant cours légal en France; — 6^o De Noël Gouderanche (Finistère), vingt ans de travaux forcés, incendie de sa maison, habitée et assurée; — 7^o De Louis Maes (Nord), sept ans de travaux forcés, vol, la nuit, avec escalade et effraction; — 8^o De Charles Guillot et de Pierre Guindolet (Nord), vol qualifié, huit ans de travaux forcés chacun; — 9^o Du sieur Pierre-Sébastien Dupuy, pharmacien, demeurant à la Pointe-à-Pitre, contre un arrêt de la Cour de la Guadeloupe, qui le condamne à trois ans de prison pour sophistication du sulfate de quinine, qu'il était chargé de fournir aux hôpitaux militaires de la colonie.

Sur le pourvoi de Rosé Jacquemont, veuve Theyre, contre un arrêt de la Cour d'assises de l'Ardeche qui l'avait condamnée à la peine de mort comme coupable du crime d'empoisonnement, la Cour, sur la plaidoirie de M^{rs} Avisse, avocat, a cassé et annulé cet arrêt pour violation de l'art. 44 du Code d'instruction criminelle, parce qu'il n'était pas constaté que les trois médecins experts nommés pour vérifier si la condamnée était en état de suivre les débats eussent prêté le serment prescrit par le susdit article.

Statuant sur la demande en règlement de juges formée par le procureur-général à la Cour royale de Nîmes, afin de faire cesser le conflit résultant d'une ordonnance de la chambre du conseil du Tribunal d'Aubenas et d'un jugement du Tribunal correctionnel de la même ville, dans le procès instruit contre Auguste Dianoux et Joseph Lacroix, inculpés de banqueroute simple, la Cour, vu les articles 526 et suivants du Code d'instruction criminelle, sans s'arrêter à l'ordonnance susdite, qui sera considérée comme nulle et non avenue, a renvoyé les prévenus ci-dessus nommés devant la chambre des mises en accusation de la Cour royale de Nîmes, pour y être fait droit tant sur la prévention que sur la compétence, conformément à la loi.

COUR D'ASSISES DU TARN.

Présidence de M. Cazes.

Audiences des 22 et 23 février.

EMPOISONNEMENT.

Cette cause, qui depuis longtemps préoccupait l'attention publique par sa gravité et par les nombreux incidents qui avaient déjà deux fois nécessité l'ajournement des débats a reçu enfin son dénoûment.

Alexandrine Rigaud, à laquelle on impute un crime horrible, froidement calculé et froidement exécuté, est âgée de vingt-quatre ans, ses traits n'ont rien de remarquable.

Jean Segonne, dit l'acte d'accusation, vieillard septuagénaire, habitait la commune de Prades avec une partie de sa famille. Propriétaire d'un petit domaine, il le cultivait lui-même, et son caractère était tel qu'il n'avait pas un ennemi dans la commune où il avait toujours vécu.

Dans la matinée du 23 novembre dernier, il labourait son champ, et dans la nuit qui suivit le même jour il rendit le dernier soupir, après une courte agonie qu'avaient précédée des coliques et des vomissements qui s'étaient succédés pendant toute la journée. Cette mort si prompte produisit quelque sensation dans le hameau: la famille l'attribua ou feignit de l'attribuer à une attaque d'apoplexie; et si le mot d'empoisonnement fut prononcé, c'est François Segonne, fils aîné du défunt, qui le murmura dans son intérieur et peut-être avec ses voisins. Jean Segonne avait sa femme et trois enfants, une fille mariée dans l'arrondissement de Castres, François et Antoine, mariés tous deux dans la commune de Prades; l'aîné, François Segonne, avait été avantageusement marié par son père; il habitait une maison voisine de celle de ses parents et vivait en bonne intelligence avec eux. L'étable à bœufs leur était commune, et c'est là qu'il causait le plus souvent avec son père, qu'il ne pouvait aller voir chez lui à cause de l'amitié qui l'éloignait de son frère Antoine et de sa belle-sœur, qui demeuraient dans la maison paternelle.

Antoine avait épousé Alexandrine Rigaud, qui appartenait à une famille dont la plupart des membres avaient subi des condamnations infamantes. Le père Segonne s'était opposé à ce mariage, et pourtant il avait consenti à recevoir sa belle-fille dans son ménage. Celle-ci ne tarda pas à amener le trouble et la désunion dans cette maison, où elle n'avait apporté en y entrant aucune nouvelle ressource. Jean Segonne lui parut avoir plus d'affection pour son fils aîné que pour son mari, et elle ne lui pardonna jamais cette préférence. Le vieillard ne cachait pas, du reste, son mécontentement, et se plaignait souvent de sa belle-fille, qui le menaçait, disait-il, de le faire périr. Le témoin Pagès fut plusieurs fois le dépositaire de pareilles confidences. Jean Segonne lui avait fait même connaître son intention de se séparer d'Antoine et de sa femme, et l'avait prié de lui faire trouver de l'argent, afin que, dans ce but, il lui fût permis de désintéresser son fils, donataire en avancement d'hoirie de 1,500 francs, ajoutant que, s'il ne trouvait pas de l'argent, il lui donnerait de la terre pour 2,000 francs, parce qu'à tout prix il voulait se séparer de sa méchante belle-fille.

« Quelques jours avant sa mort, Jean Segonne fit part de sa détermination à son fils François, en ne lui dissimulant pas, toutefois, que l'on cherchait chez lui à l'intimider, en lui disant que « s'il quittait son fils Antoine, il arriverait quelque chose. » Ces propos n'arrêtaient pourtant pas l'exécution de ses projets; il défendit à son fils Antoine de se servir de ses bœufs, et dès le 23 novembre dernier il commença à travailler lui-même, aidé par son petit-fils, âgé de dix-sept ans. Ce jour-là même, vers huit heures du matin, le vieillard quitta son travail pour aller déjeuner; il se dirigea vers son habitation, en passant près de l'endroit où travaillaient son fils Antoine et sa bru. Alexandrine le suivit et entra dans la maison bientôt après lui. Ils vivaient encore d'une vie commune. Au moment où l'accusée arriva, son beau-père mangeait des pruneaux, et, sous prétexte de les lui sucer, elle y versa une poudre blanche qu'elle dit être de la cassonade. Ces circonstances ont été racontées par Jean Segonne lui-même. Alexandrine nie les conteste pas: seulement elle cherche à en affaiblir la portée, en disant que son beau-père n'ayant pu manger toutes les pruneaux qu'il s'était servis, elle mangea le reste elle-même; mais il n'existe pour contrôler cette assertion d'autre témoignage que celui des faits, et celui-ci est bien énergique contre l'accusée.

Après avoir pris son frugal repas, Jean Segonne revint à la charrie; mais à peine a-t-il tracé un

sillon, qu'il éprouve des vomissements violents. Il rentre chez lui, et dans le trajet les vomissements redoublent; il rentre chez lui en proie à d'horribles souffrances, et il attribue son état aux pruneaux qu'il vient de manger. Sa femme, rentrée avant lui, lui prodigue ses soins, et, vers les trois heures, son fils aîné, averti de son état, va le visiter. François manifeste l'intention d'aller chercher un médecin; il se rend même chez lui pour se préparer à partir, mais sa mère, cédant on ne sait à quelle inspiration, vient lui dire que le malade est plus calme, qu'il faut attendre, et que le lendemain quelqu'un ira chercher le médecin. La nuit arrive, le malheureux Segonne est couché dans son lit, ses souffrances continuent et deviennent plus atroces, ses membres se roidissent, et, à une heure après-midi, il expire après avoir reçu les secours de la religion.

Après l'événement, quelques voisines qui se trouvaient dans la chambre où gisait le cadavre de Jean Segonne, s'entretenaient de ce malheur; et comme elles ne se rendaient pas compte d'une mort aussi prompte, Alexandrine leur disait: « C'est un exemple qui est arrivé; il avait défendu les bœufs à son fils Antoine. » Cette défense n'est pas ce qui l'a tué, répliqua la femme Agasse. — Peut-être, reprit Alexandrine, il labourait les champs de son fils aîné et non pas les nôtres. » Dans la même nuit, après la mort de son mari, la mère Segonne alla s'asseoir au foyer de son fils François. Elle dit à ce dernier que son père avait attribué son mal aux pruneaux qu'il avait mangés; qu'il avait ajouté qu'Alexandrine avait versé une poudre blanche sur ces pruneaux. Dès ce moment, les soupçons d'empoisonnement germèrent dans l'esprit de François.

Trois jours après il en faisait part au forgeron Pagès, et Pagès lui disait que ces soupçons étaient fort graves et que peut-être il ferait mieux de ne pas en parler. François, après beaucoup d'hésitation, se décida enfin à faire part de ses soupçons à l'autorité judiciaire. C'est le 20 février qu'il porta sa plainte: il était d'autant plus excité à faire cette démarche, qu'un mois environ après la mort de son père, Alexandrine avait proféré des propos atroces dans une discussion qu'elle eut avec lui, à l'occasion d'une poule qu'on l'accusait d'avoir volée. François lui disait: « A présent on sait où sont les voleurs. » Alexandrine répondit: « Tu ne peux plus parler avec ton père dans l'étable; si tu veux lui parler il te faut aller au cimetière de Prades. — Il te tardait que mon père mourût, reprit François; tu lui as salé les pruneaux. — Je l'ai fait et il m'a plu, répondit-elle; il y en avait un qui m'embarassait; à présent il ne m'embarasse plus, prends garde à toi! »

Immédiatement après avoir reçu cette plainte, M. le commissaire du Gouvernement se transporta sur les lieux avec M. le juge d'instruction. Alexandrine Rigaud ne se trouva pas à son domicile; elle était allée à Sorèze, voir sa famille, et les recherches faites dans la maison d'Antoine Segonne ne firent découvrir aucun reste de poison.

Le 21 février, le cadavre de Jean Segonne fut exhumé. Son identité constatée, il fut soumis à l'examen de deux docteurs. L'autopsie ne présenta rien de particulier, si ce n'est quelques taches jaunes dans l'estomac, et vers la région pylorique quelques larges plaques d'un rouge violacé, d'autres d'un rouge cerise. Les matières destinées à être soumises à l'analyse furent recueillies avec soin, divisées en cinq parties et renfermées dans cinq vases; elles furent envoyées à Toulouse. Les opérations chimiques, confiées à MM. Filhol, Bernardet et Couseran, ont eu pour résultat de constater la présence de l'arsenic dans tous les organes recueillis. Le rapport de ces trois habiles chimistes, rapproché des circonstances qui ont précédé la mort si prompte du malheureux Segonne, amènent à cette conclusion certaine: Jean Segonne est mort empoisonné. D'un autre côté, les éléments de la procédure signalent la main qui a versé le poison.

Segonne était un homme vénéré dans la contrée, on ne lui a jamais connu qu'un seul ennemi, et cet ennemi était Alexandrine Rigaud, sa bru, celle qui était si jalouse de l'affection que le père de famille portait à son fils François, celle qui avait dit tant de fois qu'elle voulait le faire périr, celle enfin qui, une heure après la mort, signalait cette mort si subite comme une punition du ciel et qui osait s'applaudir un mois après d'avoir salé les pruneaux de son beau-père. Quoi qu'en disent les membres de la famille qui habitaient avec lui, Jean Segonne n'était point malade avant le 23 novembre; et s'il est vrai que dans la semaine le vieillard avait eu une légère indisposition, il est constant que les vomissements ne se sont manifestés qu'après le déjeuner fatal auquel Alexandrine assistait seule, cela est reconnu par l'accusée elle-même, qui, pressée par la logique des faits, a dû avouer qu'elle avait versé une poudre blanche dans l'assiette de son beau-père, et lorsque dans ses interrogatoires elle a cherché à diminuer la gravité de ces faits, elle est tombée dans des contradictions qui n'ont servi au contraire qu'à rendre plus énergiques les charges sous le poids desquelles elle est accablée. Depuis qu'elle a connu le résultat de l'analyse des experts chimistes, Alexandrine Rigaud a cherché à faire peser sur un autre la responsabilité du crime; elle n'a pas formellement accusé François Segonne, mais cette accusation se présente dans son dernier interrogatoire: « Je ne suis allée, dit-elle, à la maison, qu'une demi-heure après mon beau-père; j'espérais ainsi donner à penser qu'un autre qu'elle aurait pu introduire dans la maison en son absence et commettre le crime avant son arrivée; mais cette assertion, démentie par des témoignages et par tous les éléments de la cause, ne peut avoir aucune portée aux yeux de la justice.

Quelle personne avait, en effet, intérêt à abréger les jours du malheureux vieillard? Serait-ce un étranger? Segonne n'avait point d'ennemis? Serait-ce François, son fils aîné? Mais François vivait avec son père en très bonne intelligence, il avait reçu de lui le quart de ses biens; il était le confident de ses douleurs, il n'avait qu'à gagner à la séparation qui était projetée par lui. Ainsi donc, Alexandrine avait seule un grand intérêt à faire périr son beau-père; la séparation projetée par lui devait inévitablement nuire à son bien-être, et depuis le jour où elle avait deviné la préférence que ce malheureux vieillard avait pour son fils aîné, elle ne dissimulait pas son dépit et ses coupables projets de vengeance. On ignore, il est vrai, le lieu où l'accusée s'est procuré le poison; mais il importe peu qu'on ne puisse, à cet égard, se livrer à des conjectures. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'arsenic a procuré la mort au malheureux Segonne, et que le déjeuner qui l'a tué, a été saupoudré d'une substance blanche par la main d'Alexandrine Rigaud. C'est là ce que l'information devait surtout établir, et, à cet égard, elle ne saurait être plus concluante.

Toute l'audience du mardi a été consacrée aux dépositions des témoins, qui sont venus établir les faits consignés dans l'acte d'accusation. MM. les experts chimistes Filhol, Couseran et Bernardet sont venus justifier les conclusions de leur rapport.

Sur la plaidoirie de M^{rs} Bormond, Alexandrine Rigaud a été acquittée.

COUR D'ASSISES DE LA CHARENTE-INFÉRIEURE.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Merveilleux.

Audience du 8 février.

TENTATIVE D'ASSASSINAT.

Cette affaire, qui devait être jugée à la dernière session, avait été renvoyée par l'absence d'un témoin important. Sur le banc des accusés figure un jeune homme dont les traits sont assez réguliers, et rien dans sa physionomie n'annonce caractère vil et emporté; au contraire, son air est noble, et à le voir, on ne comprend pas comment il a pu commettre le crime qui lui est imputé.

Après l'appel des témoins, le greffier donne lecture de l'acte d'accusation suivant: « Justin Mougeot, entretenu depuis un an des relations coupables avec la nommée Geneviève Chollet, femme Martyr, cabaretière, à Rochefort. Il avait souvent fait des efforts pour la décider à abandonner son mari et à le suivre. Mais celle-ci, retenue par un dernier sentiment de pudeur, avait toujours repoussé ces honteuses propositions. Ne pouvant vaincre cette résistance, l'accusé conçut la fatale pensée de donner la mort à sa maîtresse et de mourir avec elle. Il ne cessait de lui répéter qu'il préférait la voir mourir et lui aussi, que de la voir malheureuse avec son mari; que si elle ne voulait pas consentir à vivre avec lui, elle serait cause de son malheur. Quelques jours avant le crime, il disait devant un témoin, en montrant la femme Martyr, qui ne l'entendait pas: « G... je te tuerai un jour d'un coup de pistolet; » et devant un autre: « Tu ne veux pas que j'aille avec toi? eh bien! je te brûlerai la cervelle et à moi aussi. »

Animé de ces criminelles intentions, il se présenta le 22 juillet dernier, chez le sieur Poitevin, armurier à Rochefort, acheta deux pistolets de poche, et sous le prétexte de les essayer, il pria l'armurier de les charger chacune de deux chevrotines. Muni de ces armes, il se rendit le lendemain, à cinq heures moins un quart du matin, chez les époux Martyr. Ceux-ci avaient passé la nuit chez un de leurs parents; ils n'étaient pas chez eux. Mougeot alla les attendre dans une maison voisine. Quelque temps après, au moment où ils rentraient à leur domicile, un incendie éclata dans la même rue. Martyr y courut. L'accusé s'avança vers s'éloigner, se rendit précipitamment chez la femme Martyr. Celle-ci était aux latrines; il alla la trouver, et prenant prétexte d'un départ prochain, il lui dit qu'il voulait lui faire ses adieux. Cette femme lui dit de s'en aller, et ferma la porte sur elle; mais lui, l'ayant ouverte, lui tira presque à bout portant un coup de pistolet à la tête. Une des chevrotines frappa la femme Martyr au-dessus de l'œil gauche et s'aplatit sur l'os du front. L'autre alla frapper le mur, où on l'a retrouvée.

Renversée presque sans connaissance, cette femme entendit cependant presque aussitôt une autre détonation. C'était Mougeot qui, la croyant morte, venait de tenter de se suicider, en se tirant dans la bouche l'autre pistolet. Rendue à elle-même, par le spectacle de son assassin tombé à terre, elle s'éloigna en courant et alla chercher secours et soins chez une voisine. Bientôt un chirurgien d'un régime lui fit l'extraction de la chevrotine, et dix jours après la blessure était cicatrisée.

La gendarmerie se transporta immédiatement sur le théâtre du crime; mais on n'y trouva plus qu'un pistolet déchargé, une coiffe de femme noircie par la poudre et une mare de sang assez considérable. L'accusé, quoique gravement blessé, effrayé de son crime, s'était précipité dans un puits situé près de l'endroit où il était tombé d'abord. On l'en retira et il fut aussitôt transporté à l'hospice.

Interrogé trois jours plus tard, il a énergiquement soutenu qu'il n'avait jamais eu l'intention de tuer la femme Martyr; qu'il fallait attribuer ce qui était arrivé à son imprudence; qu'en effet, ayant fait ses adieux à la femme Martyr, il lui présenta un pistolet, en disant: « Voilà comme je suis armé pour le voyage. » Et que celle-ci ayant voulu mettre la main sur le pistolet, le chien qui était au repos, s'était abattu sur la capsule, et avait fait partir le coup; que surpris de voir cette femme tomber, et la croyant morte, il s'était ensuite tiré un autre coup dans la bouche.

Ces allégations invraisemblables sont incontestablement détruites par la nature des faits eux-mêmes.

Après la lecture des pièces, M. le président procède à l'interrogatoire de l'accusé.

M. le président: Quel est votre nom? — R. Justin Mougeot.

D. Votre âge? — R. Vingt-et-un ans.

D. Votre profession? — R. Boulanger.

D. Votre demeure? — R. Rochefort.

M. le président: Mougeot, vous savez pourquoi vous êtes accusé?

L'accusé ne répond pas.

D. Dans la matinée du 22 juillet dernier, n'étes-vous pas allé chez la femme Martyr? — R. Oui.

D. Dans quelle intention? — R. De voir la femme Martyr et de lui faire mes adieux avant mon départ.

D. Dans quel but étiez-vous armé de deux pistolets? — R. Pour m'en servir pendant mon voyage pour me défendre.

D. Si telle était votre intention, pourquoi en avez-vous déchargé un sur la femme Martyr, et l'autre sur vous-même? — R. Je n'ai pas tiré un coup de pistolet sur cette femme: c'est elle qui en voulant m'arracher des mains ce pistolet l'a fait partir.

D. C'est donc elle qui est victime de son imprudence? — R. Oui.

D. A-t-il existé entre vous et cette femme des relations intimes?

A cette question l'accusé a paru ne pas comprendre; cependant, après la déposition de la femme Martyr, il est convenu qu'il y avait eu entre eux, pendant près de six mois, des rapports criminels.

La seule déposition importante est celle de la femme Martyr; la voici:

D. Votre nom? — R. Geneviève Chollet, femme Martyr.

D. Votre âge? — R. Vingt-deux ans.

D. Votre état? — R. Cabaretière.

M. le président: Faites votre déposition.

La femme Martyr: Le 22 juillet dernier, vers les six heures du matin, pendant que je me trouvais aux lieux, je vis arriver vers moi l'accusé, qui, sans provocation de ma part, me tira un coup de pistolet, qui m'atteignit au-dessus de l'œil gauche. Tombant aussitôt baignée dans mon sang, je n'ai rien su de ce qui s'était passé après; cependant j'ai entendu presque aussitôt la détonation d'un second pistolet.

D. A-t-il existé entre vous et l'accusé des relations coupables? — R. Jamais. L'accusé venait habituellement chez moi pour réclamer une malle qui lui appartenait, et que je ne voulais pas lui remettre, parce qu'il était mon débiteur.

D. Comment se faisait-il que n'existant pas entre vous et l'accusé des liaisons intimes, il se soit écrit dans la porte-feuille de celui-ci une lettre signée et écrite par vous, une femme honnête qui se respecte, n'aurait jamais dû l'écrire? — R. Cette lettre n'était pas destinée pour l'accusé: c'était une de mes amies qui m'avait chargée de la faire. Je l'avais écrite sur mon livre de compte, et c'est à mon insu que l'accusé l'a fait disparaître et s'en est emparé.

paré. J'avoue que je lui ai dit un jour, que si je n'étais pas marié, nous nous marierions ensemble, et que je l'aimais plus que mon mari.

CHRONIQUE

DÉPARTEMENTS.

Aix (Gex), 2 mars. — Dans la soirée du 28 au 29 février, M. Martin, notaire à Saint-Genix, était occupé, dans une salle basse de son domicile, à faire une partie de cartes avec sa femme et son fils.

Le 29 février, les habitants de Gex ont solennellement reconnu le nouveau Gouvernement que la France vient de nous donner. Des drapeaux aux couleurs républicaines ont été arborés sur les édifices publics.

PARIS, 4 MARS.

Dans sa séance du 2 mars, la chambre des avoués près le Tribunal de première instance de la Seine, a pris l'arrêt suivant :

« La chambre, après avoir entendu le syndic, considérant que, dans les circonstances actuelles, il est du devoir de tous les bons citoyens de donner à la République des preuves de dévouement, en lui prêtant un utile concours ;

M. Durand Saint-Amand, nommé maire du 1^{er} arrondissement, le 25 février, a été le lendemain nommé avocat-général près la Cour d'appel de Paris.

Par un arrêté du ministre provisoire des finances, en date du 3 mars 1848 :

M. H. Guillemot a été nommé secrétaire-général des finances, en remplacement de M. Saint-Julle de Colmont ;

M. Lebeschu, administrateur des tabacs, de la direction générale des tabacs, en remplacement de M. Siméon ;

M. Belesta, administrateur des contributions directes, de la direction générale des contributions directes, en remplacement de M. Laurence ;

M. Tournus, agent judiciaire du Trésor, sous-directeur du contentieux, de la direction du contentieux des finances, en remplacement de M. Dessaret.

Par un arrêté du ministre provisoire des finances, en date du 3 mars courant :

M. Pelouze, membre de l'Académie des sciences, inspecteur-vérificateur des essais, est nommé président de la commission des monnaies, en remplacement de M. Persil.

Le ministre des finances vient de décider qu'à partir de demain, 4 mars courant, et jusqu'à nouvel ordre, l'intérêt des bons du Trésor sera fixé, savoir :

A quatre et demi pour cent par an pour les bons de trois à cinq mois d'échéance ;

A cinq pour cent par an pour les bons de six mois à un an.

Le 3 mars 1848.

En outre des adhésions de la magistrature de Paris, le membre du Gouvernement provisoire, ministre au département de la justice, vient de recevoir les adhésions adressées au Gouvernement provisoire de la République par les Cours d'appel suivantes :

Agen, Amiens, Angers, Bordeaux, Bourges, Dijon, Metz, Orléans et Riom.

Ont également envoyé leur adhésion les Tribunaux de première instance qui suivent :

Bergerac, Boulogne-sur-Mer, Bourges, Brest, Cambrai, Châteauneuf, Châteaurenard, Clamecy, Clermont, Compiègne, Confolens, Corbeil, Cosne, Coutances, Domfront, Douai, Doullens, Dreux, Evreux, Guéret, Gray, Hazebrouck, Langres, Loudéac, Lure, Mâcon, Metz, Montargis, Nantes, Péronne, Reims, Riom, Rochefort, Rodez, Rochechouart, Saint-Amand, Saint-Lô, Saint-Brieuc, Saint-Flour, Sancerre, Sens, Sedan, Troyes, Tulle et Vitry.

Ont également adhéré les Tribunaux de commerce de Bar-le-Duc, de Bourges, de Châlons-sur-Marne, de Coutances, de Montauban, de Saint-Quentin, de Sedan et de Troyes.

Le Gouvernement provisoire a reçu toute la Cour de cassation.

M. le premier président Portalis a prononcé le discours suivant :

« Citoyens, investi, au nom du peuple, de la plus haute des magistratures politiques, le Gouvernement provisoire de la République est désormais le centre autour duquel doivent se grouper toutes les volontés et toutes les forces.

« La magistrature judiciaire est une milice civile destinée, non moins que la garde nationale sa sœur, à protéger l'ordre public.

« Aussi, il y a déjà plusieurs jours, la Cour de cassation a-t-elle sollicité par mon organe l'honneur de venir vous assurer de son loyal concours.

Fidèle à ses devoirs, elle a tenu ses audiences comme à l'ordinaire. Elle sait que la justice est une dette sacrée que rien ne dispense d'acquiescer.

« Citoyens, votre mission est grande et difficile : vous veillez au maintien de l'ordre et à l'action régulière de toutes les libertés, dans ce moment solennel où le peuple, exerçant la plénitude de ses droits, va, par ses représentants, se donner une constitution politique. Il importe qu'une paix profonde et une sécurité complète président à ce grand acte de souveraineté.

« Vous serez au niveau de la grandeur de votre mission. Nous avons foi en votre sagesse, en votre patriotisme, en votre fermeté ; ce que vous avez fait jusqu'ici nous répond de ce que vous ferez. La nation vous secondera : d'un bout de la France à l'autre, tous les Français, mettant en oubli ce qui a pu les diviser dans le passé, se réuniront comme un seul homme, dans un seul intérêt, celui de l'indépendance nationale, de l'affermissement de la liberté et du salut de la patrie.

« Quant à nous, magistrats et citoyens, nous persévérerons dans l'accomplissement de tous nos devoirs publics et privés : nous en prenons l'engagement envers nous-mêmes et devant vous. »

M. Marie, l'un des membres du Gouvernement provisoire, a répondu en ces termes :

« Le Gouvernement provisoire accepte, au nom de la République, le concours que la magistrature vient lui donner. La première pensée du Gouvernement provisoire a été de fonder la République, en prenant pour principe le respect de tous les droits, l'alliance de l'ordre et de la liberté.

« Jusque-là nous avons fait tous nos efforts pour arriver à ce grand résultat, mais nous avons compris aussi que, dans cette tâche difficile, nous avions droit d'être secourus par tous, et nous avons compté sur le concours de tous les bons citoyens.

« Au premier rang dans nos espérances nous devions placer la magistrature. Ce que vient de dire M. le premier président nous prouve qu'en effet ces espérances ne seront pas trompées.

« Appuyés sur cette force qui est l'une des grandes forces de la patrie sous toutes les formes de gouvernement, nous n'hésitons pas, quant à nous, à prendre l'engagement de marcher dans la voie dans laquelle nous sommes spontanément et volontairement entrés : dans la voie de justice, de vérité et d'ordre. Aidez-nous, Messieurs. »

M. le premier président : Vous pouvez y compter.

M. Marie : Nous y comptons, Messieurs, nous voulons avant tout le triomphe de la République ; c'est la forme du Gouvernement que nous avons longtemps désiré, pour laquelle nous avons longtemps combattu ; aujourd'hui elle est triomphante, acceptée. Ce premier besoin satisfait, il y en avait un second, c'était le besoin de l'ordre : nous avons appliqué, nous appliquerons tout notre dévouement à ce grand résultat.

« Voilà les sentiments du Gouvernement provisoire que j'exprime en son nom. La République est fondée, elle sera forte et puissante avec le concours de tous.

La députation se retire aux cris de : « Vive la République ! vive la République ! »

M. le procureur-général Dupin donne le signal en criant avec énergie : « Vive la République ! »

M. Godard de Belbeuf, premier président près la Cour d'appel de Lyon, et M. Voysin de Gartempe, procureur du roi à Mantes, ont adressé leur démission à M. le ministre de la justice.

M. F. Flocon est nommé sous-secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, en remplacement de M. Andryane.

M. Cauvain a présenté la défense d'Alexandre Pierre. M. Leblond, substitut de M. le procureur-général, a conclu à la confirmation du jugement.

La Cour a confirmé le jugement. — L'enquête criminelle à laquelle procédaient, à Rueil et dans les communes environnantes, M. le conseiller Foucher, et M. Flandin, avocat-général, a été terminée hier. Indépendamment des sept prévenus qui avaient été extraits de la Conciergerie et conduits sous la surveillance d'agents du service de sûreté et de volontaires de la garde nationale mobile, sur le théâtre des attentats contre lesquels la justice informe avec une si active sollicitude, neuf autres individus, appartenant aux communes de Port-Marly, de Vaucresson, de Luciennes, etc., ont été arrêtés en exécution de mandats, et amenés dans les prisons de la Seine.

Le calme est désormais rétabli dans ces communes, où renait la sécurité, et les travaux qui s'exécutent avec autant d'ardeur que d'ensemble vont permettre presque immédiatement de rétablir la circulation sur le chemin de fer.

— L'arrestation opérée au château des Tuileries d'un sieur Lefèvre, qui avait dérobé une somme de 1,500 francs en or, arrestation dont nous avons mentionné les circonstances dans notre numéro d'avant-hier, 2, ayant donné à penser qu'il restait sans doute encore à prendre des mesures d'ordre et de prévoyance propres à mettre les valeurs importantes que contient encore ce château à l'abri de toute coupable tentative, M. Caussidière, délégué du Gouvernement provisoire au département de la police, a prescrit ce matin au chef du service de sûreté de se rendre aux Tuileries, assisté d'un nombre suffisant d'agents, et de se mettre en rapport avec MM. Saint-Amand, gouverneur du château, et Châlons-d'Argé, commissaire du ministère de l'intérieur, pour examiner les lieux, se rendre compte de l'état des choses, et aviser à tout ce que besoin serait.

Nous n'entrerons pas dans le détail des mesures prises; nous constaterons seulement que des portes ont été condamnées et des voies de communications interdites; que des postes nouveaux ont été établis, et qu'un service d'agents expérimentés a été établi en surveillance. Deux femmes trouvées dans une attitude suspecte, aux abords du Palais, ayant été reconnues par le chef de service de sûreté pour des reprises de justice évadées de la prison de Saint-Lazare au milieu du trouble de la journée du 24 février, ont été arrêtées. Il en a été de même d'un individu nommé P..., lequel, après s'être introduit dans les appartements du duc de Nemours, au pavillon Marsan, en brisant les cadenas apposés comme mesure de sûreté sur les portes, y avait dérobé des papiers importants, au nombre desquels se trouverait, dit-on, un testament de M^{me} la princesse Adélaïde, sœur de Louis-Philippe.

Ces trois individus ont été, par les soins de M. Caussidière, mis immédiatement à la disposition de l'autorité judiciaire.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— MM. les administrateurs de l'ex-compagnie d'assurances militaires LA ROYALE, se sont empressés de changer le titre de leur compagnie en celui de l'INTERMÉDIAIRE DES FAMILLES et de l'ARMÉE, des que la glorieuse République française a été proclamée par le Gouvernement provisoire. Ils croient devoir en prévenir le public et leurs nombreux intéressés, comme aussi leur faire savoir que l'excellent mode de la mutualité adopté par la compagnie, ainsi que ses statuts, présentent les plus grandes garanties et l'économie la plus sévère, ont été maintenus dans leur intégrité.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— MM. les administrateurs de l'ex-compagnie d'assurances militaires LA ROYALE, se sont empressés de changer le titre de leur compagnie en celui de l'INTERMÉDIAIRE DES FAMILLES et de l'ARMÉE, des que la glorieuse République française a été proclamée par le Gouvernement provisoire. Ils croient devoir en prévenir le public et leurs nombreux intéressés, comme aussi leur faire savoir que l'excellent mode de la mutualité adopté par la compagnie, ainsi que ses statuts, présentent les plus grandes garanties et l'économie la plus sévère, ont été maintenus dans leur intégrité.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel a répondu qu'il approuvait en tous points le but moral de cette décision; et qu'il était prêt à donner sa sanction, après avoir entendu la commission générale. Ainsi, 33 à 40 ouvriers sont appelés à délibérer et à s'entendre avec les filateurs pour régler définitivement cette question de travail, qui intéresse au plus haut point l'humanité pour les travailleurs, et la prospérité du commerce national. Tout le monde appréciera l'équité d'une pareille décision.

— Les filateurs de Paris et des environs (cachemire, laine et coton) se sont réunis, le 3 courant, pour former une commission relative à la question si importante des heures de travail dans toutes les filatures. Cette réunion, composée de 33 à 40 filateurs, a nommé pour ses membres représentants : MM. Biétry, Hindelang, Bourdon, Platerek, Belourde, Fournier et Gimbert (secrétaire). Il a été décidé que les ouvriers de chaque filature seraient invités à nommer un délégué par atelier, et que les élus se réuniraient en commission conjointe avec les membres ci-dessus nommés. Avis en a été donné au Gouvernement provisoire, lequel